

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)

.....



SOMMAIRE

ARTICLE N° 01 : OBJET DU MARCHE ET MODE DE PASSATION

ARTICLE N°02 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE N°03 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.

ARTICLE N°04 : NATURE DES PRIX

ARTICLE N°05 : CARACTERE DES PRIX

ARTICLE N° 06 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

ARTICLE N° 07 : DELAI D'EXECUTION

ARTICLE N° 08 : PENALITES DE RETARD

ARTICLE N° 09 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

ARTICLE N° 11 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT

ARTICLE N° 13 : MODALITES ET DELAI DE PAIEMENT

ARTICLE N° 14 : BREVETS

ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE

ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE

ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHE

ARTICLE N°18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

ARTICLE N° 21 : MOYENS

ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT

ARTICLE N° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

ARTICLE N° 24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

ARTICLE N° 25 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE N° 26 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCEAU TITRE DU MARCHE

ARTICLE N° 27 : MESURES CORRECTIVE

ARTICLE N° 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

ARTICLE 29 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES**Marché n° / 2026**

Passé en application de l'article 19 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

d'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL
(O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :

- Patente n° :

- N° d'identification fiscale

- n° de l'identifiant Commun de l'Entreprise :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,



ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet d'effectuer un **Mesure d'impact du Semestre 5 sur les trajectoires post-formation des lauréats.**

Il est passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa a) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du décret des marchés publics.

ARTICLE 02 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales complété par l'offre technique,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 03 : AUTRES TEXTES APPLICABLES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- 1- Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- 2- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- 3- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003) ;
- 4- Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- 5- Le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- 6- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- 7- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT ;
- 8- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
- 9- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE 04 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE 05 : CARACTERE DES PRIX

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes et non révisables.



Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N°06 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 07 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du marché est fixé à **douze semaines (12 semaines)** calendaires hors le mois d'août. Il prend effet dès le lendemain de la notification de l'ordre de service du commencement du projet. Ce délai ne prend pas en compte les délais que se réserve l'Office pour la validation des différents rapports et qui ne peut excéder un mois pour chaque phase.

ARTICLE N°08 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard à partir de la date de notification par courrier électronique, calculé sur la base du montant **initial du marché**, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services. L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG.

ARTICLE N°09 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10%), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE N°10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : **7368 DH**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du Décret n°2-22-431 du Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial maximum du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

ARTICLE N°11 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE

1. Réception provisoire :



Les différentes prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

L'OFPPT se réserve un délai d'un mois pour examiner chaque document provisoire, défini dans les termes de références, produit par le titulaire et formuler les remarques éventuelles. Ces remarques seront notifiées au titulaire pour lui permettre de procéder aux corrections nécessaires.

Le titulaire dispose d'un délai de sept (07) jours pour répondre aux observations formulées par l'OFPPT et produire le document final.

D'autre part, un projet de rapport final sera soumis à l'OFPPT, qui se réserve un délai de (15) quinze jours pour l'examiner et autoriser son édition définitive avec ou sans modification.

La réception provisoire est prononcée dès la réception des différents livrables demandés validés et acceptés par l'Office.

NB : Ces divers délais ne sont pas inclus dans le délai contractuel d'exécution du Marché.

2. Réception définitive :

Au vu de la nature des prestations du présent marché, les réceptions provisoire et définitive seront confondues et la réception définitive sera prononcée dès validation et acceptation de toutes les prestations prévues incombant au titulaire.

ARTICLE 12 : MODE ET DELAI DE REGLEMENT

A. Mode de règlement :

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées après service fait et par application des prix unitaires définis et établis pour chaque prix par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix-détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Les règlements de la prestation seront échelonnés de la manière suivante : 70% à la validation de chaque phase, tandis que les 30% restants seront libérés après la validation finale du projet. Ce processus de rémunération pour chaque étape de l'assistance technique sera conforme aux détails fournis dans le tableau ci-dessous :

Phases du projet	Livrables attendus	Unité de compte	Quantité	Délai d'exécution en semaine	Paiement
Phase 1 : Cadrage et alignement méthodologique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Note méthodologique complète (structure, échantillonnage, outils, procédures de contrôle qualité). ✓ Questionnaire CATI finalisé et lien de test fonctionnel. ✓ Plan de travail et planning consolidé validé. 	JE	8	2	Après validation des livrables de la phase 1 du projet
Phase 2 : Administration du questionnaire et tableaux de sortie	✓ Administration du questionnaire et saisie automatisée	Lauréats	3142	3	Après validation des livrables de la phase 3 du projet
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Base de données apurée (formats Excel et SPSS) avec code-book complet. ✓ Tableaux de sortie bruts (descriptifs et croisés). ✓ Rapport de terrain détaillant les conditions de déroulement des enquêtes, les taux de réponse et les éventuels écarts constatés. 	JE	10	3	Après validation des livrables de la phase 3 du projet
Phase 3 : Analyse des résultats et rédaction des rapports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rapport d'analyse complet (global et par secteur). ✓ Rapport d'exploitation des insights et résultats (Analyse SWOT, Recommandations et plan d'action). ✓ Présentation PPT de restitution. 	JE	18	4	Après validation des livrables de la phase 3 du projet

	✓ Supports numériques contenant toutes les bases de données, rapports et graphiques.				
Phase 4 : Edition des rapports et USB	✓ Rapport d'analyse ✓ Rapport de synthèse ✓ Rapport des tableaux de sortie bruts ✓ Livrables en support numériques – clé USB	Unité	10 10 10 2	-	Après validation des livrables de la phase 4 du projet

B. Délai de règlement :

En application de l'article 78-2 de loi n°69-21 relative aux délais de paiement, le délai de règlement des paiements est fixé à 120 jours à compter de la date du service fait (réception).

Le règlement des prestations réalisées ne devient exigible qu'à la suite de la constatation du service fait et le dépôt des factures auprès du bureau d'ordre de l'Office, au plus tard à la fin du mois de constatation du service fait ou du PV de réception.

Tout retard ou défaut de dépôt de facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au MO dans le cadre de la loi n°69-21 précitée.

ARTICLE N°13 : MODALITES DE PAIEMENT

Le titulaire adressera à l'OFPPT les factures en cinq exemplaires portant le cachet et la signature du titulaire du marché pour les prestations réalisées.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE N°14 : BREVETS

Le titulaire garantira l'OFPPT contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet d'une marque commerciale ou des droits de création.

En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de brevets, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de services ou de prestations objet du marché, il sera fait recours aux dispositions de l'article 21 du CCAG-EMO.

ARTICLE N°15 : SOUS TRAITANCE

Le corps d'état principal ne pouvant faire l'objet de sous-traitance couvre l'ensemble des prestations.

ARTICLE N°16 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N°17 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Pour le présent marché il n'est prévu ni délai ni retenue de garantie.

ARTICLE N°20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

ARTICLE N°21 : MOYENS

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché, les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission (Ressources humaines qualifiées, logistique, restauration de son personnel, outils ...etc).

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément de l'OFPPT, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celles de la personne à remplacer.

- 1- Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements
- 2- Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du marché.

ARTICLE N°22 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficier des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N°23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE N°24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-EMO).

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative.

ARTICLE N°25 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'Œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002) et le règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014).

ARTICLE N°26 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHÉ

Conformément au décret 2-14-272 du 14 rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché n'a droit à aucune avance.

ARTICLE N°27 : MESURES COERCITIVES

Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO et de l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014) seront appliquées.

ARTICLE N°28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

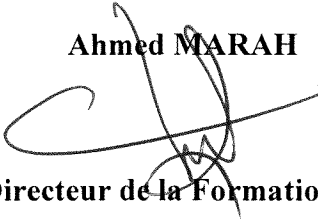
Le soumissionnaire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le soumissionnaire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 29 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

Les marchés de travaux et de services autres que les études doivent contenir une clause en vertu de laquelle le titulaire du marché s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché. Le cahier des prescriptions spéciales fixe le taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations. Au sens du présent article, on entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	Ahmed MARAH  Directeur de la Formation P.I

CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES (C. S. T.)

SOMMAIRE

Contexte général

Consistance de l'assistance technique

Cadre de l'intervention

Déroulement de l'intervention

ANNEXES

Annexe N°01 : Bordereau des prix / Détail estimatif

Annexe N°02 : Modèle de curriculum vitae

1. Contexte général

Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route pour le développement de la formation professionnelle, une nouvelle architecture du dispositif de formation a été instaurée à travers l'introduction du 5^{ème} semestre. Ce dispositif a pour objectif de renforcer l'employabilité des lauréats à travers le développement ciblé de leurs compétences comportementales (soft skills) et de leur préparation à l'insertion professionnelle.

Il constitue une phase de consolidation et de perfectionnement visant à compléter leur formation technique par des modules axés sur la communication, le leadership, la créativité, la gestion du stress, la résolution de problèmes et la culture entrepreneuriale.

Ainsi, le 5^e semestre vise à doter les lauréats d'un socle de compétences comportementales et professionnelles qui favorise leur insertion durable dans le marché du travail et leur progression dans les métiers des services, de la gestion et du tourisme.

Objectifs de l'enquête

L'objectif de cette analyse est d'évaluer la pertinence et l'impact du dispositif du 5^e semestre sur l'insertion professionnelle et le développement des compétences des lauréats des filières Gestion & Commerce et THR. Elle portera exclusivement sur les promotions de lauréats concernées par ce nouveau dispositif, afin de :

- Mesurer l'apport du 5^{ème} semestre sur la consolidation des compétences personnelles et professionnelles des lauréats ;
- Analyser l'adéquation entre les compétences acquises et les exigences du marché de travail ;
- Identifier les axes d'amélioration du dispositif sur les plans pédagogique, organisationnel et partenarial ;
- Formuler des recommandations opérationnelles pour renforcer la valeur ajoutée de cette période post-formation dans la trajectoire d'insertion des lauréats.

Le recensement et l'analyse des trajectoires seront complétées par une analyse SWOT détaillée, permettant d'identifier les forces, faiblesses, opportunités et menaces concernant l'insertion professionnelle des jeunes lauréats du Semestre 5. Enfin, des propositions concrètes seront formulées dans le cadre d'un plan d'action visant à optimiser le dispositif du Semestre 5.

2. Consistance de l'assistance technique :

Le déroulement du projet se divise en trois phases distinctes :

Phase I : Cadrage et alignement méthodologique;

Phase II : Administration du questionnaire et tableaux de sortie ;

Phase III : Analyse des résultats et rédaction des rapports.

Ces délais ne prennent pas en compte les délais que se réserve l'Office pour la validation des différents rapports et qui ne peut excéder un mois pour chaque phase.

Le lancement des travaux de la présente étude devra être précédée par une note de cadrage détaillée à présenter par le consultant.

PHASE I : Cadrage et alignement méthodologique

Dans cette phase initiale, l'objectif est de poser les fondements méthodologiques du projet, de garantir la cohérence scientifique de la démarche et d'assurer la représentativité statistique de l'échantillon retenu.

Cette phase préliminaire a pour objectif d'assurer la compréhension du contexte du dispositif et la définition des orientations méthodologiques du projet.

Travaux à réaliser :

- Revue documentaire et cadrage du dispositif :
 - Analyse des données disponibles sur les lauréats du Semestre 5 (effectifs, secteur, filières, répartition par région, genre ..).

- Revue des rapports et documents de suivi disponibles.
- Clarification des objectifs opérationnels du projet et des attentes du maître d'ouvrage.
- Élaboration de la méthodologie d'étude :
 - Conception du plan d'échantillonnage à partir de la population mère (22400 lauréats).
 - Calcul de l'échantillon représentatif sur la base d'un niveau de confiance de 95% et d'une marge d'erreur maximum de 2% pour l'échantillon global et 5% pour l'échantillon par région.
 - Stratification obligatoire par région, genre, type de formation, secteur et filière, avec possibilité d'affiner selon les besoins d'analyse.
 - Définition des outils de collecte (questionnaire CATI, guide de codification, grilles de vérification).
- Élaboration et test du questionnaire :
 - Conception du questionnaire CATI en concertation avec l'équipe projet de l'OFPPT.
 - Intégration de modules thématiques (situation professionnelle, adéquation formation/emploi, satisfaction, perception de l'impact, difficultés d'insertion).
 - Test de la solution CATI sur un échantillon restreint avant validation définitive.
- Validation du dispositif :
 - Présentation d'une note méthodologique détaillée comprenant : objectifs, méthode d'échantillonnage, outils de collecte, calendrier et livrables.
 - Ajustement selon les remarques du maître d'ouvrage.

Livrables attendus :

- ✓ L01 : Note méthodologique complète (structure, échantillonnage, outils, procédures de contrôle qualité).
- ✓ L02 : Questionnaire CATI finalisé et lien de test fonctionnel.
- ✓ L03 : Plan de travail et planning consolidé validé.

Le rapport sera fourni au maître d'ouvrage dans une chemise cartonnée à élastique en nombre d'exemplaires suivants :

- ✓ 05 exemplaires avec USB pour les éditions provisoires ;
- ✓ 05 exemplaires avec USB pour les éditions définitives.

PHASE II : Administration du questionnaire et tableaux de sortie

Cette phase consiste à déployer la collecte des données auprès de l'échantillon retenu, en assurant la fiabilité, la qualité et la complétude des informations recueillies. Elle constitue le cœur opérationnel du projet et doit être conduite selon les standards méthodologiques définis dans la phase précédente.

Travaux à réaliser :

- Préparation de la collecte :
 - Formation des enquêteurs et mise à disposition du guide d'enquête CATI.
 - Vérification et enrichissement des bases de contacts en coordination avec les services régionaux de l'OFPPT.
 - Lancement du dispositif de suivi quotidien de l'avancement des enquêtes.
- Administration du questionnaire :
 - Réalisation des enquêtes auprès des lauréats sélectionnés selon l'échantillonnage validé.
 - Administration par méthode CATI afin d'assurer la traçabilité et la qualité des données.
 - Supervision, contrôle qualité et relances pour atteindre les quotas fixés dans chaque strate.
- Apurement et traitement des données :

- Contrôle et nettoyage des bases (cohérence, doublons, valeurs manquantes).
- Codification thématique des réponses ouvertes.
- Production des premiers tableaux statistiques descriptifs (tris à plat).
- Production des tableaux de sortie :
 - Réalisation de tris croisés selon les critères de stratification : région, genre, filière, secteur, type de formation.
 - Élaboration des tableaux de synthèse consolidés et par région.
 - Préparation des fichiers d'analyse (Excel et SPSS).

Livrables attendus :

- ✓ L04 : Base de données apurée (formats Excel et SPSS) avec code-book complet.
- ✓ L05 : Tableaux de sortie bruts (descriptifs et croisés).
- ✓ L06 : Rapport de terrain détaillant les conditions de déroulement des enquêtes, les taux de réponse et les éventuels écarts constatés.

Le rapport sera fourni au maître d'ouvrage dans une chemise cartonnée à élastique en nombre d'exemplaires suivants :

- ✓ 05 exemplaires avec USB pour les éditions provisoires ;
- ✓ 05 exemplaires avec USB pour les éditions définitives.

PHASE III : Analyse des résultats et rédaction des rapports

Cette phase finale vise à interpréter les résultats, à identifier les enseignements clés et à formuler des recommandations opérationnelles destinées à renforcer la performance et la durabilité du dispositif du semestre 5.

Travaux à réaliser :

- Analyse statistique et interprétation des résultats :
 - Traitement approfondi des données quantitatives issues de la phase précédente.
 - Analyses descriptives, croisées et multivariées selon les variables sociodémographiques et régionales.
 - Identification des principales tendances, corrélations et écarts entre les profils de lauréats.
- Élaboration d'une analyse SWOT :
 - Identification des forces (taux d'emploi, pertinence de la formation, satisfaction), des faiblesses (écarts de compétences, freins à l'insertion), des opportunités (secteurs porteurs, nouveaux partenariats) et des menaces (déséquilibres territoriaux, contraintes structurelles).
- Rédaction des rapports :
 - Rapport analytique consolidé présentant les résultats détaillés, les analyses par région, par secteur et les comparaisons inter-strates.
 - Rapport de synthèse incluant les principaux enseignements, la SWOT et les recommandations stratégiques.
 - Élaboration d'un plan d'action d'amélioration précisant les priorités, les responsables, les échéances et les indicateurs de suivi.
- Restitution et validation :
 - Présentation PowerPoint de synthèse des résultats au comité de pilotage.
 - Ajustements et intégration des remarques pour la version finale du rapport.

Livrables attendus :

- ✓ L07 : Rapport d'analyse complet (global, région et secteur).
- ✓ L08 : Rapport d'exploitation des insights et résultats – SWOT, recommandations et plan d'action.
- ✓ L09 : Présentation PPT de restitution.
- ✓ Supports numériques contenant toutes les bases de données, rapports et graphiques.

Le rapport sera fourni au maître d'ouvrage dans une chemise cartonnée à élastique en nombre d'exemplaires suivants:

- ✓ **05 exemplaires avec USB pour les éditions provisoires ;**
- ✓ **05 exemplaires avec USB pour les éditions définitives.**

3. Cadre de l'intervention :

L'intervention, objet de ce projet, est domiciliée au sein de la Direction de la Formation (DF) à Casablanca.

4. Déroulement de l'intervention :

➤ Méthode d'intervention :

Les soumissionnaires proposent leurs méthodes pour atteindre les objectifs et obtenir les résultats demandés. L'OFPPT attend des soumissionnaires l'indication de leur parfaite compréhension des contraintes liées à la mise en œuvre du projet et de la définition de leurs modes d'approche et de traitement.

L'offre doit présenter les CV des experts selon le modèle en **Annexe N°02**.

Le soumissionnaire est tenu de préciser dans son offre **les activités à réaliser par les experts internationaux en dehors du Maroc**, ainsi que les durées et le planning de réalisation desdites activités.

Toute offre ne présentant pas de CV au format de l'Annexe N°02 sera rejetée.

➤ Moyens à mettre en œuvre :

Pour mener à bien sa mission, le contractant s'engage à :

- Prendre en charge les frais liés à toute affectation, déplacement, équipement ou remplacement de personnel, ainsi que sa documentation.
- Mettre à disposition de la Direction de Formation les supports en papier et numériques en clé USB après validation de chaque livrable et après chaque formation (Les documents devraient être imprimés sur du papier de qualité supérieure, garantissant une durabilité et une lisibilité optimales).

➤ Langue utilisée :

La langue utilisée durant l'intervention, tant dans les rapports oraux que dans les documents écrits, entre les responsables et agents de l'OFPPT et ceux du contractant sera la langue française.

➤ Composition de l'équipe :

Le prestataire devra avoir toutes les capacités et les compétences requises, ainsi qu'une expérience prouvée dans les différents domaines demandés pour assurer la mission telle que définie dans les termes de référence. A cet effet, l'équipe devra comporter, au moins, les profils suivants :

- **Un chef de projet**, Le chef de projet doit posséder (i) au minimum 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du conseil et de la stratégie, (ii) des compétences en conduite d'enquêtes statistiques ainsi que des connaissances de base en formation professionnelle (iii), et fournir la preuve d'au moins une expérience professionnelle au Maroc ;
- **Un Expert Statisticien économiste** d'au moins 07 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des études économiques, analyse sectoriel, analyse stratégique, etc. et justifier d'au moins une expérience au Maroc ;

En cas de désistement d'un membre de l'équipe du titulaire, le consultant est tenu d'informer le maître d'ouvrage à cet effet et proposer un remplacement du profil en question pour validation du maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage, pour des raisons valables, n'est pas satisfait de la performance du personnel, le prestataire doit fournir un remplaçant de même profil avec document à l'appréciation (CV) et le soumettre à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Le prestataire ne pourra soumettre aucune demande de paiement au titre des coûts supplémentaires résultant du retrait ou remplacement du personnel.

➤ **Concertation et suivi :**

Il sera institué un Comité de pilotage du projet dont la mission est de veiller sur le pilotage de la mise en œuvre du projet. Ce Comité, se réunira une fois par mois et à chaque fois que nécessaire.

➤ **Livrables attendus :**

A l'issue de chaque phase de cette étude, le prestataire doit fournir deux livrables en versions provisoires et définitives. Les livrables définitives sont élaborés en prenant en considération les remarques et suggestions du comité de suivi.

Tous les documents sont à fournir sur un support papier de qualité et sur un support numérique sous format PDF ou en format transcritible (*.doc ou *.ppt ou *.xlsx ou *.sav en plus des fichiers audios enregistrés) sur clé USB ou disque dur externe.

Ils seront fournis au maître d'ouvrage dans des chemises cartonnées à élastique en nombre d'exemplaires suivants :

- ✓ **05 (cinq) exemplaires avec USB pour les éditions provisoires ;**
- ✓ **05 (cinq) exemplaires avec USB pour les éditions définitives.**

ANNEXE N°01 : Bordereau des prix / Détail estimatif

Prix n°	Désignation des prestations	Unité de compte	Quantité (a)	Prix Unitaire (hors TVA)	Prix Total (hors TVA)
				(b)	(a)x(b)
1	Phase 1 : Cadrage et alignement méthodologique				
1.1	Méthodologie d'étude	Jour Expert	5		
1.2	Elaboration du questionnaire CATI	Jour Expert	3		
2	Phase 2 : Administration du questionnaire & TB de sortie				
2.1	Administration du questionnaire & Saisie automatisée	Questionnaire	3142		
2.2	Apurement, Traitement des données et Edition des Tableaux de sortie	Jour Expert	10		
3	Phase 3 : Analyse des résultats et rédaction des rapports				
3.1	Analyse des résultats et rédaction du rapport consolidé	Jour Expert	7		
3.2	Rapport de synthèse : SWOT, recommandations et plan d'action d'amélioration	Jour Expert	7		
3.3	Présentation de synthèse des résultats	Jour Expert	3		
4	Phase 4 : Edition des rapports & USB				
4.1	Rapport d'analyse	U	10		
4.3	Rapport de synthèse - Recommandations et plan d'action	U	10		
4.4	Rapport des tableaux de sortie bruts	U	10		
4.5	Livrables en support numérique - Clé USB	U	2		
Total Hors TVA					
TVA (Taux 20%)					
TOTAL (Toutes Taxes Comprises TTC)					

Fait à.....le
Signature et cachet du (concurrent)

ANNEXE N°02 : Modèle de curriculum vitae

Rôle proposé dans le projet :

Nom de famille :
Prénom (s) :
Date de naissance :
Nationalité :
Etat civil :
Diplômes :

Institution	Date de début- Date de fin	Titre (s) ou Diplôme (s) :	obtenu (s)

Connaissances linguistiques : Indiquer les connaissances sur une échelle de 1 à 5.
(1-niveau excellent ; 5-niveau rudimentaire)

Langue :	Lu :	Parlé :	Ecrit:

Appartenance à un organisme professionnel :
Autres compétences : (par exemple, connaissances informatiques, etc.)
Situation présente :
Année d'ancienneté auprès de l'employeur :
Qualifications principales : (pertinentes pour le projet)

Expériences spécifiques :

Expérience dans des projets similaires	Pays	Date de début- Date de fin	Contenu	Entreprise

* : à cocher

Expériences professionnelles :

De (date à date)	Lieu	Entreprise	Fonction

Autres informations utiles (par exemple, publications)